

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le : 23 DEC. 2022**
- **publication le : 28 DEC. 2022**

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	CCI COLMAR Début : 9h30 / Fin : 11h00
Convocations individuelles, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	22 novembre 2022
Convocation et ordre du jour affichés à la porte du siège du SMO le	22 novembre 2022
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Jean-Laurent KISTLER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	8	Céline KERN-BORNI – Myriam PARIS – Franck FAVRE – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Christian ZIMMERMANN
Présents en visio-conférence	3	Bertrand BURGER – Nicolas BRUTIN – Jean-Laurent KISTLER
Procurations	3	Odile UHLRICH-MALLET, procuration de Eric STRAUMANN Gérard HUG, procuration de Lucien MULLER Jean-Laurent KISTLER, procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	2	Yann QUIQUANDON – Philippe THENOZ

REMBOURSEMENT DES AVANCES CONSENTIES PAR LES MEMBRES DE L'ETABLISSEMENT PUBLIC DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH

Par délibération du 10 septembre 2020, le Comité Syndical a autorisé le Président à signer un protocole visant le remboursement par le Syndicat Mixte Ouvert (SMO) pour la gestion du Port Rhénan de Colmar / Neuf-Brisach des sommes dues au titre des avances consenties par les membres de l'Etablissement Public du Port Rhénan (3.655.038,22 €).

Pour mémoire, ce protocole prévoit notamment le remboursement des avances au bénéfice de la Chambre de Commerce et d'Industrie (1.234.929,48 €), de la Communauté de Communes Pays Rhin-Brisach (567.714,52 €), du Port Autonome de Strasbourg (308.732,37 €), du Département du Haut-Rhin (926.197 €), de la Ville de Colmar (617.464,73 €) en un remboursement unique en décembre 2022 – étant précisé que « Si, à cette date, pour quelque raison que ce soit, le Syndicat Mixte n'est pas en mesure de procéder au remboursement de l'intégralité des avances dues, les Parties conviennent d'ores et déjà de se rencontrer afin de décider de nouvelles modalités de remboursement, et notamment de la possibilité d'un remboursement partiel. »

Les recettes attendues de la commercialisation des terrains destinés à la réalisation de la zone EcoRhena constituent une opportunité pour honorer le remboursement des avances consenties par les anciens membres de l'Etablissement Public. Or à ce stade, les opérations de liquidation de l'Etablissement Public ne sont pas encore réalisées. En conséquence, le remboursement des avances ne peut intervenir.

Une rencontre regroupant les anciens membres de l'Etablissement Public et le SMO est prévue le 12 décembre.

Il est proposé la rédaction d'un avenant à la convention portant à décembre 2025 le délai de remboursement des avances consenties par les membres de l'Etablissement Public. Ce délai de 3 ans est justifié par le fait que le SMO doit pouvoir préfinancer un ensemble d'opérations relatives à la viabilisation de la zone EcoRhena, au raccordement électrique et à la mise en œuvre des mesures de compensation environnementale mentionnées à l'Arrêté Préfectoral (AP) du 8 avril 2022. Cet AP autorise à commercialiser environ une cinquantaine d'hectares de foncier économique au lieu des 220 dont le SMO sera propriétaire consécutivement à la dissolution de l'Etablissement Public. Il est rappelé enfin qu'un recours contentieux demandant l'annulation de l'AP a été déposé par une association de riverains de Nambenheim et que le SMO connaît un désordre majeur sur le quai dans le port historique dont il doit assumer la charge financière.

Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance et avoir délibéré,

- **PREND ACTE** des informations présentées ;
- **AUTORISE** le Président à finaliser et à signer l'avenant à la convention à intervenir portant à décembre 2025 le délai de remboursement des avances consenties par les membres de l'Etablissement Public ainsi que tout document afférent.

Adopté à l'unanimité
Pour extrait conforme

Le Président,
Gérard HUG

